

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2005 — 2096

[C — 2005/11333]

24 AOUT 2005. — Loi visant à transposer certaines dispositions de la directive services financiers à distance et de la directive vie privée et communications électroniques

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Disposition introductory

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Elle transpose la Directive 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002 concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs, et modifiant les Directives 90/619/CEE du Conseil, 97/7/CE et 98/27/CE, et l'article 13 de la Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques.

CHAPITRE II. — Modifications de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur

Section 1^{re}. — Insertion d'un article 29bis dans le Chapitre IV Publicité

Art. 2. Un article 29bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur :

« Art. 29bis. § 1^{er}. L'utilisation de systèmes automatisés d'appel sans intervention humaine et de télecopieurs à des fins de publicité personnalisée est interdite, sans le consentement préalable, libre, spécifique et informé du destinataire des messages. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, étendre cette interdiction à d'autres techniques de communication, compte tenu de leur évolution.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, et sans préjudice du § 4, alinéa 2, tout émetteur est dispensé de solliciter auprès des personnes morales le consentement préalable à recevoir des publicités au moyen des techniques visées à l'alinéa 1^{er}.

Sans préjudice de l'article 14 de la loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information, les publicités personnalisées, diffusées par d'autres techniques que celles visées à l'alinéa 1^{er} ne peuvent l'être qu'en l'absence d'opposition manifeste du destinataire, personne physique ou morale. Aucun frais ne peut être imputé au destinataire en raison de l'exercice de son droit d'opposition.

§ 2. Lors de l'envoi de toute publicité au moyen d'une technique de communication visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'émetteur fournit une information claire et compréhensible concernant le droit de s'opposer, pour l'avenir, à recevoir des publicités.

§ 3. Lors de l'envoi de toute publicité au moyen d'une technique de communication visée au § 1^{er}, alinéa 3, il est interdit de dissimuler l'identité du vendeur au nom duquel la communication est faite.

§ 4. La charge de la preuve du caractère sollicité de la publicité envoyée au moyen d'une technique de communication visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, incombe à l'émetteur du message.

Toute personne peut notifier directement à un émetteur déterminé, sans frais ni indications de motifs, sa volonté de ne plus recevoir, de sa part, des publicités envoyées au moyen d'une technique visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2005 — 2096

[C — 2005/11333]

24 AUGUSTUS 2005. — Wet tot omzetting van verschillende bepalingen van de richtlijn financiële diensten op afstand en van de richtlijn privacy elektronische communicatie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :
HOOFDSTUK I. — Inleidende bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Zij zet de Richtlijn 2002/65/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 september 2002 betreffende de verkoop op afstand van financiële diensten aan consumenten en tot wijziging van de Richtlijnen 90/619/EEG, 97/7/EG en 98/27/EG van de Raad, en het artikel 13 van de Richtlijn 2002/58/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2002 betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de sector elektronische communicatie om.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument

Afdeling 1. — Invoeging van een artikel 29bis in Hoofdstuk IV Reclame

Art. 2. In de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument wordt een artikel 29bis ingevoegd, luidende :

« Art. 29bis. § 1. Het gebruik van geautomatiseerde oproepsystemen zonder menselijke tussenkomst en van faxen voor specifiek aan de persoon gerichte reclame is verboden zonder de voorafgaande, vrije, specifieke en geïnformeerde toestemming van de geadresseerde van de boodschappen. Bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, kan de Koning dit verbod uitbreiden tot andere communicatietechnieken, rekening houdende met de evolutie ervan.

In afwijking van het eerste lid, en onverminderd hetgeen bepaald is in § 4, tweede lid, is elke afzender ervan vrijgesteld de voorafgaande toestemming te vragen aan rechtspersonen om reclame te ontvangen via de communicatietechnieken bedoeld in het eerste lid.

Onverminderd artikel 14 van de wet van 11 maart 2003 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij kan specifiek aan de persoon gerichte reclame verspreid door middel van andere technieken dan deze bedoeld in het eerste lid slechts worden gebruikt bij ontstentenis van kennelijk verzet van de geadresseerde, natuurlijke persoon of rechtspersoon. Er kunnen geen kosten aan de geadresseerde worden aangerekend omwille van de uitoefening van zijn recht op verzet.

§ 2. Bij het versturen van elke reclame via een communicatietechniek bedoeld in § 1, eerste lid, verschafft de afzender duidelijke en begrijpelijke informatie over het recht zich te verzetten tegen het ontvangen van reclame in de toekomst.

§ 3. Bij het versturen van reclame via een communicatietechniek bedoeld in § 1, derde lid, is het verboden de identiteit van de verkoper namens wie de communicatie plaatsvindt, te verbergen.

§ 4. De bewijslast van het feit dat om reclame werd verzocht via een communicatietechniek bedoeld in § 1, eerste lid, berust op de afzender van het bericht.

Ieder persoon kan rechtstreeks aan een bepaalde afzender zonder kosten en zonder een reden op te geven, zijn wil kenbaar maken om van hem geen reclame via een communicatietechniek bedoeld in § 1, eerste lid, meer te ontvangen. »

*Section 2. — Modifications du Chapitre VI, Section 9
Contrats à distance*

Art. 3. Il est inséré dans le Chapitre VI, Section 9 - Contrats à distance, de la même loi, une sous-section première, comprenant l'article 77, avec l'intitulé suivant : « Sous-section première. Définitions ».

Art. 4. A l'article 77 de la même loi, remplacé par la loi du 25 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 4^e du § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« 4^e service financier : tout service ayant trait à la banque, au crédit, à l'assurance, aux retraites individuelles, aux investissements et aux paiements; »;

2° le § 1^{er} est complété comme suit :

« 5^e support durable : tout instrument permettant au consommateur de stocker des informations qui lui sont adressées personnellement d'une manière permettant de s'y reporter aisément à l'avenir pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées; »

6^e fournisseur : tout vendeur qui est le fournisseur contractuel des services faisant l'objet de contrats à distance. »

3° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi peut compléter, remplacer ou modifier les définitions données au § 1^{er}. ».

Art. 5. Il est inséré dans le Chapitre VI, Section 9 - Contrats à distance, de la même loi, une sous-section 2, comprenant les articles 78 à 83, avec l'intitulé suivant : « Sous-section 2. Contrats à distance ne portant pas sur des services financiers ».

Art. 6. A l'article 81 de la même loi, remplacé par la loi du 25 mai 1999 et modifié par la loi du 17 juillet 2002, les §§ 2 et 5 sont abrogés.

Art. 7. Les articles 82 et 83 de la même loi, remplacés par la loi du 25 mai 1999, sont abrogés.

Art. 8. Il est inséré dans le Chapitre VI, Section 9 - Contrats à distance, de la même loi, une sous-section 3, comprenant les articles 83bis à 83octies, avec l'intitulé suivant :

« Sous-section 3. Contrats à distance portant sur des services financiers »

Art. 9. Un article 83bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 83bis. Pour les contrats portant sur des services financiers comportant une première convention sur les services suivie d'opérations successives ou d'une série d'opérations distinctes de même nature échelonnées dans le temps, les dispositions de la présente sous-section ne s'appliquent qu'à la première convention.

Au cas où il n'y a pas de première convention, mais où les opérations successives ou distinctes de même nature échelonnées dans le temps sont exécutées entre les mêmes parties au contrat, les articles 83ter et 83quater sont applicables uniquement lorsque la première opération est exécutée. Cependant, dans les cas où aucune opération de même nature n'est effectuée pendant plus d'un an, l'opération suivante est considérée comme étant la première d'une nouvelle série d'opérations, auxquelles les articles 83ter et 83quater s'appliquent. »

Art. 10. Un article 83ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 83ter. § 1^{er}. En temps utile, avant que le consommateur ne soit lié par un contrat ou par une offre, il doit être informé sans équivoque, de manière claire et compréhensible, par tout moyen adapté à la technique de communication à distance utilisée, au moins sur les éléments suivants :

1° le fournisseur

a) l'identité du fournisseur, y compris son numéro d'entreprise, son activité principale, son adresse géographique, et toute autre adresse géographique à prendre en compte pour les relations entre le consommateur et le fournisseur;

*Afdeling 2. — Wijzigingen van Hoofdstuk VI, Afdeling 9
Overeenkomsten op afstand*

Art. 3. In Hoofdstuk VI, Afdeling 9 - Overeenkomsten op afstand, van dezelfde wet, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, die artikel 77 omvat en waarvan het opschrift luidt als volgt : « Onderafdeling 1. Definities ».

Art. 4. In artikel 77 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 25 mei 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 4^e van § 1 wordt vervangen als volgt :

« 4^e financiële dienst : iedere dienst van bancaire aard of op het gebied van kredietverstreking, verzekering, individuele pensioenen, beleggingen en betalingen; »;

2° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 5^e duurzame drager : ieder hulpmiddel dat de consument in staat stelt om persoonlijk aan hem gerichte informatie op te slaan op een wijze die deze informatie gemakkelijk toegankelijk maakt voor toekomstig gebruik gedurende een periode die is afgestemd op het doel waarvoor de informatie kan dienen, en die een ongewijzigde reproductie van de opgeslagen informatie mogelijk maakt. »

6^e aanbieder : iedere verkoper die optreedt als de contractuele verrichter van diensten op grond van overeenkomsten op afstand. »

3° § 2 wordt vervangen als volgt :

« De Koning kan de in § 1 gegeven definities aanvullen, vervangen, of wijzigen. ».

Art. 5. In Hoofdstuk VI, Afdeling 9 - Overeenkomsten op afstand, van dezelfde wet, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd die de artikelen 78 tot 83 omvat, waarvan het opschrift luidt als volgt : « Onderafdeling 2. Overeenkomsten op afstand die geen betrekking hebben op financiële diensten ».

Art. 6. In artikel 81 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 25 mei 1999 en gewijzigd bij de wet van 17 juli 2002, worden de §§ 2 en 5 opgeheven.

Art. 7. De artikelen 82 en 83 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 25 mei 1999, worden opgeheven.

Art. 8. In hoofdstuk VI, Afdeling 9 - Overeenkomsten op afstand, van dezelfde wet, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd die de artikelen 83bis tot 83octies omvat, waarvan het opschrift luidt als volgt :

« Onderafdeling 3. Overeenkomsten op afstand met betrekking tot financiële diensten »

Art. 9. In dezelfde wet wordt een artikel 83bis ingevoegd, luidende :

« Art. 83bis. Voor de overeenkomsten betreffende financiële diensten die een initieel akkoord over diensten omvatten, gevolgd door opeenvolgende verrichtingen of een reeks in de tijd gespreide aparte verrichtingen van dezelfde aard, is deze onderafdeling enkel van toepassing op het initieel akkoord.

In geval een initieel akkoord ontbreekt, maar de opeenvolgende verrichtingen of een reeks in de tijd gespreide aparte verrichtingen van dezelfde aard tussen overeenkomstsluitende partijen worden uitgevoerd, zijn de artikelen 83ter en 83quater uitsluitend van toepassing wanneer de eerste verrichting wordt uitgevoerd. Indien er evenwel langer dan één jaar geen verrichting van dezelfde aard wordt uitgevoerd, wordt de uitvoering van de volgende verrichting geacht de uitvoering van de eerste van een nieuwe reeks verrichtingen te zijn waarop de artikelen 83ter en 83quater van toepassing zijn. »

Art. 10. In dezelfde wet wordt een artikel 83ter ingevoegd, luidende :

« Art. 83ter. § 1. Te gelegener tijd voordat de consument gebonden is door een overeenkomst of door een aanbod, dient hij ondubbelzinnig, op heldere en begrijpelijke wijze ingelicht te worden door elk middel dat aangepast is aan de gebruikte techniek voor communicatie op afstand over minstens de volgende elementen :

1° de aanbieder

a) de identiteit van de aanbieder, met inbegrip van zijn ondernemingsnummer, zijn hoofdactiviteit, zijn geografisch adres, alsmede enig ander geografisch adres dat relevant is voor de betrekkingen tussen consument en aanbieder;

b) dans le cas où le fournisseur est représenté en Belgique, l'identité de ce représentant, et l'adresse géographique à prendre en compte pour les relations entre le consommateur et le représentant;

c) si le consommateur a des relations avec un vendeur autre que le fournisseur, l'identité de ce vendeur, la qualité dans laquelle il agit à l'égard du consommateur et l'adresse géographique à prendre en compte dans les relations entre le consommateur et ce vendeur;

d) dans le cas où l'activité du fournisseur et/ou du vendeur est soumise à un régime d'autorisation, les coordonnées de l'autorité de surveillance compétente;

2° le service financier

a) une description des principales caractéristiques du service financier;

b) le prix total dû par le consommateur au vendeur pour le service financier, y compris l'ensemble des rémunérations, charges et dépenses y afférentes et tous les impôts et taxes à acquitter par l'intermédiaire du vendeur ou, lorsqu'un prix exact ne peut être indiqué, la base de calcul du prix, permettant au consommateur de le vérifier;

c) le cas échéant l'indication que le service financier est lié à des instruments qui impliquent des risques particuliers du fait de leurs spécificités ou des opérations à exécuter ou dont le prix dépend de fluctuations des marchés financiers sur lesquelles le fournisseur n'a aucune influence, ainsi que l'indication que les performances passées ne peuvent donner aucune garantie quant au rendement futur;

d) l'indication de l'existence éventuelle d'autres taxes, impôts et/ou frais qui ne sont pas acquittés par l'intermédiaire du vendeur;

e) toute limitation de la durée de validité des informations fournies;

f) les modes de paiement et d'exécution;

g) tout coût supplémentaire spécifique pour le consommateur afférent à l'utilisation de la technique de communication à distance, lorsque ce coût supplémentaire est facturé;

3° le contrat à distance

a) l'existence ou l'absence du droit de renonciation visé à l'article 83sexies et, si ce droit existe, sa durée et les modalités de son exercice, y compris des informations sur le montant que le consommateur peut être tenu de payer sur la base de l'article 83septies, § 1^{er}, ainsi que les conséquences découlant de l'absence d'exercice de ce droit;

b) la durée minimale du contrat à distance, en cas de prestation permanente ou périodique de services financiers;

c) les informations relatives aux droits que peuvent avoir les parties de résilier le contrat par anticipation ou unilatéralement en vertu des termes du contrat à distance, y compris les éventuelles indemnités de résiliation imposées par le contrat;

d) les instructions pratiques pour l'exercice du droit de renonciation indiquant, entre autres, l'adresse à laquelle la notification doit être envoyée;

e) la ou les législations sur laquelle/lesquelles le vendeur se fonde pour établir des relations avec le consommateur avant la conclusion du contrat;

f) toute clause contractuelle concernant le droit applicable au contrat et/ou concernant la juridiction compétente;

g) la langue ou les langues dans laquelle/lesquelles sont communiquées les conditions contractuelles ainsi que l'information préalable visée dans le présent article et, en outre, la langue ou les langues dans laquelle/lesquelles le vendeur s'engage, en accord avec le consommateur, à communiquer pendant la durée du contrat;

b) in geval de aanbieder vertegenwoordigd wordt in België, de identiteit van deze vertegenwoordiger, en het geografisch adres dat relevant is voor de betrekkingen tussen de consument en de vertegenwoordiger;

c) indien de consument te maken heeft met een andere verkoper dan de aanbieder, de identiteit van die verkoper, de hoedanigheid waarin hij tegenover de consument optreedt en het geografisch adres dat relevant is voor de betrekkingen tussen de consument en deze verkoper;

d) wanneer de activiteit van de aanbieder en/of de verkoper onderworpen is aan een vergunningsstelsel, de coördinaten van de bevoegde toezichthoudende autoriteit;

2° de financiële dienst

a) een beschrijving van de belangrijkste kenmerken van de financiële dienst;

b) de totale prijs die de consument aan de verkoper moet betalen voor de financiële dienst, met inbegrip van alle daarmee samenhangende vergoedingen, kosten en uitgaven, alsmede alle belastingen en taksen die via de verkoper moeten worden betaald, of, wanneer de exacte prijs niet kan worden aangegeven, de grondslag voor de berekening van de prijs, zodat de consument deze kan nagaan;

c) in voorkomend geval, de vermelding dat de financiële dienst betrekking heeft op instrumenten die bijzondere risico's met zich meebrengen ingevolge hun specifieke kenmerken of de uit te voeren verrichtingen, of waarvan de prijs afhangt van schommelingen op de financiële markten waarop de aanbieder geen invloed heeft, alsmede de vermelding dat in het verleden behaalde resultaten geen enkele waarborg kunnen geven met betrekking tot het toekomstig rendement;

d) de vermelding van het eventuele bestaan van andere taksen, belastingen en/of kosten die niet via de verkoper worden betaald;

e) elke beperking van de geldigheidsduur van de verstrekte informatie;

f) de wijze van betaling en uitvoering;

g) elke specifieke extra kost voor de consument betreffende het gebruik van de techniek voor communicatie op afstand wanneer deze bijkomende kost wordt aangerekend;

3° de overeenkomst op afstand

a) het al dan niet bestaan van het in artikel 83sexies bedoelde verzakingsrecht, en, waar dat recht bestaat, de duur van en de modaliteiten voor de uitoefening van dat recht, met inbegrip van informatie over het bedrag dat de consument gehouden kan zijn te betalen op grond van artikel 83septies, § 1, alsook de gevolgen van het niet uitoefenen van dat recht;

b) de minimumduur van de op afstand te sluiten overeenkomst bij permanente of periodieke verrichting van financiële diensten;

c) de informatie over het eventuele recht van de partijen om de overeenkomst vroegtijdig of eenzijdig op te zeggen op grond van de bepalingen van de overeenkomst op afstand, met inbegrip van de eventuele in de overeenkomst voorziene opzegvergoedingen;

d) de praktische instructies voor de uitoefening van het verzakingsrecht, met aanduiding van onder andere het adres waarnaar de kennisgeving moet worden gezonden;

e) de wetgeving of wetgevingen die door de verkoper worden gebruikt als grondslag voor de totstandkoming van de betrekkingen met de consument voorafgaand aan de sluiting van de overeenkomst;

f) elke contractuele bepaling inzake het op de overeenkomst toepasbare recht en/of inzake de bevoegde rechter;

g) de taal of talen waarin de contractvoorwaarden en de in dit artikel bedoelde voorafgaande informatie worden verstrekt, en voorts de taal of talen waarin de verkoper, met instemming van de consument, toelegt te zullen communiceren gedurende de looptijd van de overeenkomst;

4° le recours

a) l'existence ou l'absence de procédures extrajudiciaires de réclamation et de recours accessibles au consommateur qui est partie au contrat à distance et, si de telles procédures existent, leurs modalités d'accès;

b) l'existence de fonds de garantie ou d'autres mécanismes d'indemnisation, non couverts par la Directive 94/19/CE du Parlement et du Conseil du 30 mai 1994 relative aux systèmes de garantie des dépôts et la Directive 97/9/CE du Parlement et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs.

§ 2. Les informations portant sur des obligations contractuelles, à communiquer au consommateur en phase précontractuelle, doivent être conformes aux obligations contractuelles qui résulteraient du droit présumé applicable au contrat à distance en cas de conclusion de celui-ci. »

Art. 11. Un article 83*quater*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 83*quater*. En cas de communication par téléphonie vocale, l'identité du vendeur et le but commercial de l'appel doit être indiqué clairement et explicitement au début de toute conversation avec le consommateur.

Sous réserve de l'accord formel du consommateur, seules les informations ci-après doivent être fournies :

a. l'identité et la qualité de la personne en contact avec le consommateur et son lien avec le fournisseur;

b. une description des principales caractéristiques du service financier;

c. le prix total dû par le consommateur au vendeur pour le service financier, y compris l'ensemble des rémunérations, charges et dépenses y afférentes et tous les impôts et taxes à acquitter par l'intermédiaire du vendeur ou, lorsqu'un prix exact ne peut être indiqué, la base de calcul du prix, permettant au consommateur de le vérifier;

d. l'indication de l'existence éventuelle d'autres taxes, impôts et/ou frais qui ne sont pas acquittés par l'intermédiaire du vendeur;

e. l'existence ou l'absence du droit de renonciation prévu à l'article 83*sexies* et, si ce droit existe, sa durée et les modalités de son exercice, y compris des informations sur le montant que le consommateur peut être tenu de payer sur la base de l'article 83*septies*, § 1^{er}, ainsi que les conséquences découlant de l'absence d'exercice de ce droit.

Le vendeur informe le consommateur sur, d'une part, le fait que d'autres informations peuvent être fournies sur demande et d'autre part, l'informe de la nature de ces informations. En tout état de cause, le vendeur fournit des informations complètes lorsqu'il remplit ses obligations en vertu de l'article 83*quinquies*. »

Art. 12. Un article 83*quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 83*quinquies*. § 1^{er}. Le vendeur communique au consommateur toutes les conditions contractuelles ainsi que les informations visées à l'article 83*ter*, § 1^{er}, sur un support papier ou sur un autre support durable, mis à la disposition du consommateur et auquel celui-ci a accès, en temps utile avant d'être lié par un contrat à distance ou par une offre.

§ 2. Le vendeur remplit l'obligation qui lui incombe en vertu du § 1^{er} immédiatement après la conclusion du contrat à distance, si celui-ci a été conclu à la demande du consommateur en utilisant une technique de communication à distance ne permettant pas de transmettre les conditions contractuelles et les informations conformément au § 1^{er}.

§ 3. A tout moment au cours de la relation contractuelle, le consommateur a le droit, s'il en fait la demande, de recevoir les conditions contractuelles sur un support papier. En outre, le consommateur a le droit de changer les techniques de communication à distance utilisées, à moins que cela ne soit incompatible avec le contrat à distance conclu ou avec la nature du service financier fourni. »

4° de rechtsmiddelen

a) het bestaan of de afwezigheid van buitengerechtelijke klachten- en beroepsprocedures toegankelijk voor de consument die partij is bij de overeenkomst op afstand, en indien deze bestaan, hun toegangsmogelijkheden;

b) het bestaan van garantiefondsen of andere compensatieregelingen die niet vallen onder Richtlijn 94/19/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 1994 inzake de depositogarantiestelsels en Richtlijn 97/9/EG van het Europees Parlement en de Raad van 3 maart 1997 inzake de beleggerscompensatiestelsels.

§ 2. Informatie over contractuele verplichtingen, die in de precontractuele fase aan de consument wordt meegeleerd, dient in overeenstemming te zijn met de contractuele verplichtingen die in geval van het sluiten van de overeenkomst op afstand zouden gelden op grond van het toepasselijk geachte recht. »

Art. 11. In dezelfde wet wordt een artikel 83*quater* ingevoegd, luidende :

« Art. 83*quater*. In geval van communicatie per spraaktelefonie moet de identiteit van de verkoper en het commerciële oogmerk van de oproep aan het begin van elk gesprek met de consument explicet duidelijk worden gemaakt.

Mits de consument hiermee uitdrukkelijk toestemt, hoeft alleen de volgende informatie te worden verstrekt :

a. de identiteit en de hoedanigheid van de persoon die in contact staat met de consument en zijn band met de aanbieder;

b. een beschrijving van de belangrijkste kenmerken van de financiële dienst;

c. de totale prijs die de consument aan de verkoper moet betalen voor de financiële dienst, met inbegrip van alle daarmee samenhangende vergoedingen, kosten en uitgaven, alsmede alle belastingen en taksen die via de verkoper moeten worden betaald, of, wanneer de exacte prijs niet kan worden aangegeven, de grondslag voor de berekening van de prijs, zodat de consument deze kan nagaan;

d. de vermelding van het eventuele bestaan van andere taksen, belastingen en/of kosten die niet via de verkoper worden betaald;

e. het al dan niet bestaan van het in artikel 83*sexies* bedoelde verzakingsrecht, en, waar dat recht bestaat, de duur en de modaliteiten voor de uitoefening van dat recht, met inbegrip van informatie over het bedrag dat de consument gehouden kan zijn te betalen op grond van artikel 83*septies*, § 1, alsook de gevolgen van het niet uitoefenen van dat recht.

De verkoper deelt de consument mee dat op verzoek andere informatie beschikbaar is, en stelt hem in kennis van de aard van die informatie. De verkoper verstrekt in elk geval de volledige informatie wanneer hij voldoet aan zijn verplichtingen krachtens artikel 83*quinquies*. »

Art. 12. In dezelfde wet wordt een artikel 83*quinquies* ingevoegd, luidende :

« Art. 83*quinquies*. § 1. Te gelegener tijd voordat de consument gebonden is door een overeenkomst op afstand of door een aanbod, stelt de verkoper de consument in kennis van alle contractvoorwaarden en van de in artikel 83*ter*, § 1, bedoelde informatie, op papier of op een andere voor de consument beschikbare en toegankelijke duurzame drager.

§ 2. De verkoper voldoet onmiddellijk na de sluiting van de overeenkomst aan zijn verplichting krachtens § 1 wanneer de overeenkomst op afstand op verzoek van de consument is gesloten met gebruikmaking van een techniek voor communicatie op afstand waarmee de contractvoorwaarden en de informatie niet overeenkomstig § 1 kunnen worden verstrekt.

§ 3. Gedurende de contractuele relatie heeft de consument, wanneer hij het vraagt, ten allen tijde het recht om de contractvoorwaarden op papier te verkrijgen. Voorts heeft de consument het recht om van de gebruikte techniek voor communicatie op afstand te veranderen, tenzij dat niet met de gesloten overeenkomst of de aard van de verstrekte financiële dienst te verenigen is. »

Art. 13. Un article 83sexies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 83sexies. § 1^{er}. Le consommateur dispose d'un délai de 14 jours calendrier pour renoncer au contrat à distance portant sur un service financier. Ce droit s'exerce sans pénalités et sans indication de motif.

Pour l'exercice de ce droit le délai court :

– soit à compter du jour où le contrat à distance est conclu,

– soit à compter du jour où le consommateur reçoit les conditions contractuelles et les informations, conformément à l'article 83quinquies, § 1^{er} ou § 2, si cette dernière date est postérieure à celle visée au premier tiret.

§ 2. Le droit de renonciation ne s'applique pas :

1° aux services financiers dont le prix dépend des fluctuations du marché financier sur lesquelles le fournisseur n'a aucune influence, et qui sont susceptibles de se produire pendant le délai de renonciation.

Cela vaut notamment pour des services liés aux :

– opérations de change,

– instruments du marché monétaire,

– titres négociables,

– parts dans les entreprises de placement collectif,

– contrats financiers à terme (« futures ») y compris les instruments équivalents donnant lieu à un règlement en espèces,

– contrats à terme sur taux d'intérêt (« FRA »),

– contrats d'échange (« swaps ») sur taux d'intérêt ou sur devises et contrats d'échange sur des flux liés à des actions ou à des indices d'actions (« equity swaps »),

– options visant à acheter ou à vendre les instruments visés par le présent point, y compris les instruments équivalents donnant lieu à un règlement en espèces, en particulier les options sur devises et sur taux d'intérêt;

2° aux contrats exécutés intégralement par les deux parties à la demande expresse du consommateur avant que ce dernier n'exerce son droit de renonciation;

3° aux contrats de crédit hypothécaire soumis à la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire.

§ 3. Si un autre contrat relatif à des services financiers prestés par un fournisseur ou un tiers sur la base d'un accord entre le tiers et le vendeur a été adjoint à un contrat à distance portant sur un service financier donné, ce contrat additionnel est résilié, sans pénalité, si le consommateur exerce son droit de renonciation visé au § 1^{er}.

Art. 14. Un article 83septies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 83septies. § 1^{er}. Pendant le délai de renonciation, l'exécution du contrat ne peut commencer qu'après l'accord du consommateur.

Lorsque le consommateur exerce le droit de renonciation visé à l'article 83sexies, § 1^{er}, il ne peut être tenu qu'au paiement, dans les meilleurs délais, du service financier effectivement fourni par le fournisseur en vertu du contrat à distance.

Le montant à payer ne peut :

– excéder un montant proportionnel à l'importance du service déjà fourni par rapport à l'ensemble des prestations prévues par le contrat à distance;

– en aucun cas être tel qu'il puisse être interprété comme une pénalité.

§ 2. Le fournisseur ne peut exiger le paiement par le consommateur sur base du § 1^{er} que s'il peut prouver que le consommateur a été dûment informé du montant du, conformément à l'article 83ter, § 1^{er}, 3^e, a). Il ne peut en aucun cas exiger le paiement s'il a commencé à exécuter le contrat avant l'expiration du délai de renonciation prévu à l'article 83sexies, § 1^{er}, sans demande préalable du consommateur.

Art. 13. In dezelfde wet wordt een artikel 83sexies ingevoegd, luidende :

« Art. 83sexies. § 1. De consument beschikt over een termijn van 14 kalenderdagen om aan de overeenkomst op afstand met betrekking tot een financiële dienst te verzaken. Hij kan dit recht uitoefenen zonder betaling van een boete en zonder opgave van enige reden.

Voor de uitoefening van dit recht gaat de termijn in :

– hetzij op de dag waarop de overeenkomst op afstand wordt gesloten,

– hetzij op de dag waarop de consument de in artikel 83quinquies, § 1 of § 2, bedoelde contractsvoorwaarden en informatie ontvangt, indien dit later is.

§ 2. Het verzakingsrecht is niet van toepassing op :

1° financiële diensten waarvan de prijs afhankelijk is van schommelingen op de financiële markt waarop de aanbieder geen vat heeft, en die zich tijdens de verzakingstermijn kunnen voordoen.

Dit geldt onder meer voor diensten in verband met :

– wisselverrichtingen,

– geldmarktinstrumenten,

– effecten,

– rechten van deelneming in instellingen voor collectieve belegging,

– financiële termijncontracten (« futures »), met inbegrip van gelijkwaardige instrumenten die aanleiding geven tot afwikkeling in contanten,

– rentetermijncontracten (« FRA's »),

– rente- of valutaswaps en swaps betreffende aan aandelen of een aandelenindex gekoppelde cashflows (« equity swaps »),

– opties ter verkrijging of vervreemding van in dit punt bedoelde instrumenten, met inbegrip van gelijkwaardige instrumenten die aanleiding geven tot afwikkeling in contanten, inzonderheid valuta- en renteopties;

2° overeenkomsten die op uitdrukkelijk verzoek van de consument door beide partijen volledig zijn uitgevoerd voordat de consument van zijn verzakingsrecht gebruikmaakt;

3° de hypothecaire kredietovereenkomsten onderworpen aan de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet.

§ 3. Indien aan een overeenkomst op afstand voor een bepaalde financiële dienst een andere overeenkomst is gehecht betreffende financiële diensten die worden geleverd door de aanbieder of door een derde op grond van een overeenkomst tussen de derde en de verkoper, wordt die bijkomende overeenkomst zonder boete ontbonden indien de consument zijn verzakingsrecht zoals bedoeld in § 1 uitoefent. »

Art. 14. In dezelfde wet wordt een artikel 83septies ingevoegd, luidende :

« Art. 83septies. § 1. Gedurende de verzakingstermijn mag met de uitvoering van de overeenkomst pas na toestemming van de consument een begin worden gemaakt.

Oefent de consument het in artikel 83sexies, § 1, bedoelde verzakingsrecht uit, dan is hij enkel gehouden tot de onverwijlde betaling van de door de aanbieder krachtens de overeenkomst op afstand effectief verleende financiële dienst.

Het te betalen bedrag mag :

– niet hoger zijn dan een bedrag evenredig aan de verhouding tussen de reeds geleverde dienst en het geheel van de prestaties waarin de overeenkomst op afstand voorziet;

– in geen geval zo hoog zijn dat het als een boete kan worden opgevat.

§ 2. De aanbieder kan van de consument slechts betaling op grond van § 1 eisen, indien hij kan aantonen dat de consument overeenkomstig artikel 83ter, § 1, 3^e, a), naar behoren geïnformeerd was over het te betalen bedrag. Hij mag deze betaling in geen geval eisen wanneer hij, zonder dat de consument daarom voorafgaandelijk heeft verzocht, vóór het verstrijken van de in artikel 83sexies, § 1, bedoelde verzakingstermijn, met de uitvoering van de overeenkomst begonnen is.

§ 3. Le fournisseur est tenu de rembourser au consommateur, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente jours calendrier, toutes les sommes qu'il a perçues de celui-ci conformément au contrat à distance, à l'exception du montant visé au § 1^{er}. Ce délai commence à courir le jour où le fournisseur reçoit la notification de la renonciation.

§ 4. Le consommateur restitue au fournisseur, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente jours calendrier, toute somme et/ou tout bien qu'il a reçu(s) de ce dernier. Ce délai commence à compter du jour où le consommateur envoie la notification de renonciation. »

Art. 15. Un article 83octies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

Art. 83octies. § 1^{er}. Le fournisseur est responsable vis-à-vis du consommateur pour le respect des obligations des articles 83ter à 83quinquies.

§ 2. En cas de non-respect des obligations des articles 83ter, § 1^{er}, 2^e et 3^e, 83quater, et 83quinquies, le consommateur peut résilier le contrat sans frais ni pénalités par lettre recommandée et motivée dans un délai raisonnable à partir du moment où il a connaissance ou aurait dû avoir connaissance du non-respect de ces obligations. »

Art. 16. Il est inséré dans le chapitre VI, Section 9 - Contrats à distance, de la même loi, une sous-section 4, comprenant les articles 83novies à 83undecies, avec l'intitulé suivant :

« Sous-section 4. Dispositions communes à cette section ».

Art. 17. Un article 83novies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 83novies. En cas d'utilisation frauduleuse d'un instrument de transfert électronique de fonds, visé à l'article 2, 1^o, a), b), et c), de la loi du 17 juillet 2002 relative aux opérations effectuées au moyen d'instruments de transfert électronique de fonds, ou d'un instrument rechargeable dont la valeur susceptible d'être stockée est supérieure au montant visé à l'article 8, § 3, de la même loi dans le cadre d'un contrat à distance et dans les conditions décrites à l'article 8, § 4, de la même loi, le consommateur peut demander l'annulation du paiement effectué, sauf s'il a lui-même agi frauduleusement. En cas d'annulation, l'émetteur lui restitue les sommes versées dans les délais les plus brefs. »

Art. 18. Un article 83decies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 83decies. § 1^{er}. Il incombe au vendeur de fournir la preuve qu'il a satisfait aux obligations concernant l'information du consommateur, le respect des délais, le consentement du consommateur à la conclusion du contrat et, le cas échéant, à son exécution pendant le délai de renonciation. En cas de contrats à distance portant sur des services financiers, cette preuve incombe au fournisseur.

Les clauses et conditions ou les combinaisons de clauses et conditions qui ont pour objet de mettre à la charge du consommateur la preuve du respect de tout ou partie des obligations, visées dans la présente section, incombe au vendeur, et en cas de contrats à distance portant sur des services financiers au fournisseur, sont interdites et nulles.

§ 2. Toute clause par laquelle le consommateur renonce au bénéfice des droits qui lui sont conférés par la présente section, est réputée non écrite.

§ 3. Une clause déclarant applicable au contrat la loi d'un Etat tiers à l'Union européenne est interdite et nulle en ce qui concerne les matières régies par la présente section lorsque, en l'absence de cette clause, la loi d'un Etat membre de l'Union européenne serait applicable et que cette loi procure une protection plus élevée au consommateur dans lesdites matières.

§ 4. L'envoi de produits et de titres représentatifs de services se fait toujours aux risques du vendeur et, en cas de contrats à distance portant sur des services financiers, aux risques du fournisseur. »

§ 3. De aanbieder is ertoe gehouden de consument zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen 30 kalenderdagen alle bedragen terug te betalen die hij krachtens de overeenkomst op afstand van hem ontvangen heeft, met uitzondering van het in § 1 bedoelde bedrag. Deze termijn gaat in op de dag waarop de aanbieder de kennisgeving van de verzaking ontvangt.

§ 4. De consument geeft de aanbieder onverwijd, en uiterlijk binnen 30 kalenderdagen, alle bedragen en/of zaken terug die hij van de aanbieder heeft ontvangen. Deze termijn gaat in op de dag waarop de consument de kennisgeving van zijn verzaking verzendt. »

Art. 15. In dezelfde wet wordt een artikel 83octies ingevoegd, luidende :

Art. 83octies. § 1. De aanbieder is jegens de consument aansprakelijk voor het naleven van de verplichtingen voortvloeiend uit de artikelen 83ter tot 83quinquies.

§ 2. Bij niet-naleving van de verplichtingen voortvloeiend uit de artikelen 83ter, § 1, 2^e en 3^e, 83quater, en 83quinquies kan de consument de overeenkomst via een gemotiveerd aangetekend schrijven binnen een redelijke termijn vanaf het moment dat hij kennis had of hoorde te hebben van de niet-nageleefd verplichting zonder kosten en zonder boete opzeggen. »

Art. 16. In hoofdstuk VI, Afdeling 9 - Overeenkomsten op afstand, van dezelfde wet, wordt een onderafdeling 4 ingevoegd die de artikelen 83novies tot 83undecies omvat, waarvan het opschrift luidt als volgt :

« Onderafdeling 4. Aan deze afdeling gemene bepalingen ».

Art. 17. In dezelfde wet wordt een artikel 83novies ingevoegd, luidende :

« Art. 83novies. Bij frauduleus gebruik van een instrument voor de elektronische overmaking van geldmiddelen bedoeld in artikel 2, 1^o, a), b) en c), van de wet van 17 juli 2002 betreffende de transacties uitgevoerd met instrumenten voor de elektronische overmaking van geldmiddelen, of van een oplaadbaar instrument waarvan de oplaadbare waarde hoger is dan het bedrag vermeld in artikel 8, § 3, van dezelfde wet, kan de consument in het kader van een overeenkomst op afstand en onder de voorwaarden beschreven in artikel 8, § 4, van dezelfde wet, de annulering van de verrichte betaling vragen, behalve indien hij zelf frauduleus heeft gehandeld. In geval van annulering betaalt de uitgever hem de gestorte sommen binnen de kortst mogelijke termijn terug. »

Art. 18. In dezelfde wet wordt een artikel 83decies ingevoegd, luidende :

« Art. 83decies. § 1. Het komt aan de verkoper toe het bewijs te leveren dat hij heeft voldaan aan de verplichtingen inzake de informatie aan de consument, de eerbiediging van de termijnen, de toestemming van de consument met het sluiten van de overeenkomst en, in voorkomend geval, met de uitvoering ervan gedurende de verzakingstermijn. In geval van overeenkomsten op afstand met betrekking tot financiële diensten komt dit bewijs aan de aanbieder toe.

De bedingen en voorwaarden, of de combinaties van bedingen en voorwaarden die ertoe strekken de bewijslast voor de naleving van alle of een deel van de in deze afdeling bedoelde verplichtingen die rusten op de verkoper, en in het geval van overeenkomsten op afstand met betrekking tot financiële diensten op de aanbieder, op de consument te leggen, zijn verboden en nietig.

§ 2. Elk beding waarbij de consument verzaakt aan het voordeel van de rechten die hem door deze afdeling worden toegekend, wordt voor niet geschreven gehouden.

§ 3. Een beding dat de wet van een staat die geen lid is van de Europese Unie op de overeenkomst toepasselijk verklaart, is verboden en nietig voor wat de in deze afdeling geregelde aangelegenheden betreft, wanneer bij gebreke van dat beding de wet van een lidstaat van de Europese Unie van toepassing zou zijn en die wet de consumenten in de genoemde aangelegenheden een hogere bescherming zou bieden.

§ 4. De verzending van producten en van titels die diensten vertegenwoordigen, gebeurt steeds op eigen risico van de verkoper en, in geval van overeenkomsten op afstand met betrekking tot financiële diensten, op de aanbieder. »

Art. 19. Un article 83undecies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 83undecies. § 1^{er}. Dans le cadre de la présente section, le Roi peut :

1° prescrire des dispositions particulières applicables pour certaines techniques de communication à distance, tenant compte le cas échéant des spécificités des petites et moyennes entreprises;

2° exclure du champ d'application de la présente section ou de certaines dispositions qu'il désigne les produits ou catégories de produits qu'il désigne;

3° exclure du champ d'application de la présente section ou de certaines dispositions qu'il désigne les services ou catégories de services qu'il désigne;

4° prescrire des dispositions particulières pour les produits ou catégories de produits qu'il désigne;

5° prescrire des dispositions particulières pour les services ou catégories de services qu'il désigne;

6° prescrire des dispositions particulières pour les ventes publiques organisées au moyen d'une technique de communication à distance.

§ 2. Avant de proposer un arrêté en application des articles 77 à 83undecies de la présente section, le Ministre consulte le Conseil de la Consommation et le Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E. et fixe le délai dans lequel l'avis doit être donné. Passé ce délai, l'avis n'est plus requis. »

Art. 20. L'article 102, alinéa premier, 6bis, de la même loi, inséré par la loi du 25 mai 1999, est remplacé par le texte suivant :

« 6bis. des articles 78 à 83decies relatifs aux contrats à distance, et des arrêtés pris en exécution de l'article 83undecies; ».

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation et de la loi du 24 mars 2003 modifiant la loi du 12 juin 1991*

Art. 21. Dans l'article 3, § 2, alinéa 2, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, inséré par la loi du 24 mars 2003, les mots « 14, § 3, 1° à 6° » sont remplacés par les mots « 14, § 2, 1° à 6° ».

Art. 22. A l'article 14 de la même loi, modifié par les lois des 7 janvier 2001, 10 août 2001 et 24 mars 2003 et par l'arrêté royal du 4 avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er} les mots « et de l'article 83quinquies de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur » sont insérés entre les mots « de l'article 45, § 2, de la présente loi » et les mots « , le contrat de crédit est conclu »;

2° le § 2, alinéa 1^{er}, 13°, est remplacé par la disposition suivante :

« 13° selon le contrat de crédit, une description non équivoque, claire et précise du droit et des modalités de renonciation ou de rétractation du contrat de crédit conformément aux articles 18 et 20bis et à l'article 83sexies de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur. »

Art. 23. A l'article 18, § 4, de la même loi, remplacé par la loi du 24 mars 2003, les mots « visé à l'article 20bis, alinéa 1^{er} » sont supprimés.

Art. 24. A l'article 20bis, de la même loi, inséré par la loi du 24 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er} les mots « avant la signature du contrat de crédit par le consommateur et pour autant que ce dernier dispose du contrat de crédit au moment de la livraison » sont remplacés par les mots « avant la conclusion du contrat de crédit et pour autant que le consommateur dispose, en temps utile avant la livraison, des conditions contractuelles et de l'information visées à l'article 83quinquies, § 1^{er}, de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur »;

Art. 19. In dezelfde wet wordt een artikel 83undecies ingevoegd, luidende :

« Art. 83undecies. § 1. In het kader van deze afdeling kan de Koning :

1° bijzondere regelingen voorschrijven voor bepaalde technieken voor communicatie op afstand, desgevallend rekening houdend met de eigenheden van de kleine en middelgrote ondernemingen;

2° de producten of categorieën van producten die Hij aanduidt, uit het toepassingsgebied uitsluiten van deze afdeling of van sommige bepalingen die Hij aanwijst;

3° de diensten of categorieën van diensten die Hij aanduidt, uit het toepassingsgebied uitsluiten van deze afdeling of van sommige bepalingen die Hij aanwijst;

4° bijzondere bepalingen voorschrijven voor de producten of categorieën van producten die Hij aanduidt;

5° bijzondere bepalingen voorschrijven voor de diensten of categorieën van diensten die Hij aanduidt;

6° bijzondere bepalingen voorschrijven voor de openbare verkopen die worden georganiseerd door middel van een techniek voor communicatie op afstand.

§ 2. Vooraleer een besluit voor te stellen met toepassing van de artikelen 77 tot 83undecies van deze afdeling, raadpleegt de Minister de Raad voor het Verbruik en de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O. en bepaalt de termijn binnen dewelke het advies moet worden gegeven. Na deze termijn is het advies niet meer vereist. »

Art. 20. Artikel 102, eerste lid, 6bis, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 mei 1999, wordt vervangen als volgt :

« 6bis. van de artikelen 78 tot 83decies betreffende de overeenkomsten op afstand, en van de besluiten genomen ter uitvoering van artikel 83undecies; ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet en van de wet van 24 maart 2003 tot wijziging van de wet van 12 juni 1991*

Art. 21. In artikel 3, § 2, tweede lid, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, ingevoegd bij de wet van 24 maart 2003, worden de woorden « 14, § 3, 1° à 6° » vervangen door de woorden « 14, § 2, 1° tot 6° ».

Art. 22. In artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 7 januari 2001, 10 augustus 2001 en 24 maart 2003 en bij koninklijk besluit van 4 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « en van artikel 83quinquies van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument » ingevoegd tussen de woorden « van artikel 45, § 2, van deze wet » en de woorden « , komt de kredietovereenkomst tot stand »;

2° § 2, eerste lid, 13°, wordt vervangen als volgt :

« 13° naar gelang de kredietovereenkomst, een ondubbelzinnige, heldere en nauwkeurige beschrijving van het recht en de voorwaarden om van de kredietovereenkomst af te zien of eraan te verzaken overeenkomstig de artikelen 18 en 20bis en artikel 83sexies van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument. »

Art. 23. In artikel 18, § 4, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 maart 2003, worden de woorden « bedoeld in artikel 20bis, eerste lid » geschrapt.

Art. 24. In artikel 20bis, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 24 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « voor de ondertekening van de kredietovereenkomst door de consument in zoverre deze op het tijdstip van de levering over de kredietovereenkomst beschikt » vervangen door de woorden « voor het sluiten van de kredietovereenkomst in zoverre deze laatste te gelegener tijd voor de levering, beschikt over de contractvoorwaarden en de informatie bedoeld in artikel 83quinquies, § 1, van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « applicable à la vente à distance, visé par la législation sur les pratiques du commerce » sont remplacés par les mots « visé à l'article 80 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur »;

3° le même alinéa est complété comme suit : « , sans pénalités ni indemnités ».

Art. 25. Dans l'article 41, 8°, de la même loi, modifié par la loi du 24 mars 2003, les mots « de l'éventuelle réduction ou de restitution » sont remplacés par les mots « visées à l'article 23, § 1^{er} ».

Art. 26. L'article 49, § 3, 6°, de la même loi, remplacé par la loi du 24 mars 2003, est complété comme suit : « et les modalités visées à l'article 23, § 1^{er} ».

Art. 27. Dans l'article 56, 6°, de la même loi, modifié par la loi du 24 mars 2003, les mots « de l'éventuelle réduction ou de restitution » sont remplacés par les mots « visées à l'article 23, § 1^{er} ».

Art. 28. Dans l'article 75, § 6, de la même loi, les mots « au § 3, 1° et 3° » sont remplacés par les mots « au § 3, 1° à 1^{ter} et 3° ».

Art. 29. Dans l'article 75bis, § 1^{er}, dernier alinéa, de la même loi, modifié par la loi du 24 mars 2003, la dernière phrase est abrogée.

Art. 30. Dans l'article 78, § 2, de la même loi, modifié par la loi du 24 mars 2003, les mots « L'agrément ou l'inscription peut être refusé ou retiré » sont remplacés par les mots « L'agrément ou l'inscription peut être refusé, suspendu, retiré ou radié ».

Art. 31. L'article 87, alinéa 1^{er}, 4°, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« 4° un contrat de crédit a été conclu :

- a) par un prêteur non agréé ou non enregistré;
- b) à l'aide d'un intermédiaire de crédit non inscrit;

c) par un prêteur dont l'agrément a été retiré ou suspendu ou qui a encouru une interdiction en vertu de l'article 75bis, §§ 1^{er} ou 3;

d) à l'aide d'un intermédiaire de crédit dont l'inscription a été radiée ou suspendue. »

Art. 32. Dans l'article 101, § 1^{er}, 1°, c), de la même loi, inséré par la loi du 11 février 1994, les mots « artikel 75bis » sont insérés dans le texte néerlandais entre les mots « op grond van » et les mots « § 1, ledien 4 en 5 ».

Art. 33. Dans l'article 52, 2°, de la loi du 24 mars 2003 modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, les mots « du § 2, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « du § 3, alinéa 2 ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre*

Art. 34. A l'article 4 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, les mots « pendant un délai de trente jours » et « dans les trente jours » sont chaque fois remplacés par les mots « dans un délai de trente jours pour les contrats d'assurance sur la vie et de quatorze jours pour les autres contrats d'assurance »;

2° il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. Tout contrat d'assurance à distance, dans le sens du Chapitre VI, Section 9, de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, est conclu quand l'assureur reçoit l'acceptation du preneur d'assurance.

2° in het tweede lid worden de woorden « toepasselijk op de verkoop op afstand, bedoeld door de wetgeving op de handelspraktijken » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 80 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument »;

3° hetzelfde lid wordt aangevuld als volgt : « , zonder straffen of schadevergoedingen ».

Art. 25. In artikel 41, 8°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 maart 2003, worden de woorden « voor de eventuele vermindering of teruggave » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 23, § 1 ».

Art. 26. Artikel 49, § 3, 6°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 maart 2003, wordt aangevuld als volgt : « en de voorwaarden bedoeld in artikel 23, § 1 ».

Art. 27. In artikel 56, 6°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 maart 2003, worden de woorden « voor de eventuele vermindering of teruggave » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 23, § 1 ».

Art. 28. In artikel 75, § 6, van dezelfde wet, worden de woorden « in § 3, 1° en 3° » vervangen door de woorden « in § 3, 1° tot 1^{ter} en 3° ».

Art. 29. In artikel 75bis, § 1, laatste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 maart 2003, wordt de laatste zin opgeheven.

Art. 30. In artikel 78, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 maart 2003, worden de woorden « De erkenning of inschrijving kan geweigerd of ingetrokken worden » vervangen door de woorden « de erkenning of inschrijving kan geweigerd, opgeschorst, ingetrokken of doorgedaald worden ».

Art. 31. Artikel 87, eerste lid, 4°, van dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° een kredietovereenkomst gesloten is :

- a) door een niet-erkende of niet-geregistreerde kredietgever;
- b) met de bijdrage van een niet ingeschreven kredietbemiddelaar;

c) door een kredietgever wiens erkenning werd ingetrokken of opgeschorst of die een verbod heeft opgelopen op grond van artikel 75bis, §§ 1 of 3;

d) met de bijdrage van een kredietbemiddelaar wiens inschrijving werd doorgedaald of opgeschorst. »

Art. 32. In artikel 101, § 1, 1°, c), van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 11 februari 1994, worden in de Nederlandse tekst tussen de woorden « op grond van » en de woorden « § 1, ledien 4 en 5 », de woorden « artikel 75bis » ingevoegd.

Art. 33. In artikel 52, 2°, van de wet van 24 maart 2003 tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, worden de woorden « van § 2, tweede lid » vervangen door de woorden « van § 3, tweede lid ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst*

Art. 34. In artikel 4 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden « binnen een termijn van dertig dagen » en « binnen dertig dagen » telkens vervangen door de woorden « binnen een termijn van dertig dagen voor levensverzekeringsovereenkomsten en van veertien dagen voor de andere verzekeringsovereenkomsten »;

2° een § 2bis wordt ingevoegd, luidende :

« § 2bis. Elke verzekeringsovereenkomst op afstand, in de zin van Hoofdstuk VI, Afdeling 9, van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, wordt gesloten wanneer de verzekeraar de aanvaarding van de verzekeringnemer ontvangt.

Le preneur d'assurance et l'assureur disposent d'un délai de quatorze jours pour résilier le contrat d'assurance, sans pénalité et sans obligation de motivation. Toutefois, pour les contrats d'assurance sur la vie, ce délai est porté à trente jours.

Le délai endéans lequel peut s'exercer le droit de résiliation commence à courir :

– à compter du jour de la conclusion du contrat d'assurance, sauf pour les contrats d'assurance sur la vie, pour lesquels le délai commence à courir au moment où le preneur d'assurance est informé par l'assureur que le contrat d'assurance a été conclu;

– à compter du jour où le preneur d'assurance reçoit les conditions contractuelles et toutes autres informations complémentaires, si ce dernier jour est postérieur à celui visé au premier tiret.

La résiliation émanant du preneur d'assurance prend effet au moment de la notification, celle émanant de l'assureur huit jours après sa notification.

Le droit de résiliation ne s'applique pas aux polices d'assurance de voyage ou de bagages ou aux polices d'assurance similaires à court terme d'une durée inférieure à un mois, ni aux contrats d'assurance sur la vie, liés à un fonds d'investissement. »

Art. 35. Dans l'article 10, § 3, de la même loi, les mots « certifiée conforme » sont supprimés.

Art. 36. Dans l'article 18, alinéa 1^{er}, de la même loi les mots « dans un délai de quinze jours à compter de la prise d'effet de la résiliation » sont remplacés par les mots « dans un délai de trente jours à compter de la prise d'effet de la résiliation ou, en cas d'application de l'article 4, § 2bis, à compter de la réception par l'assureur de la notification de la résiliation ».

CHAPITRE V. — Entrée en vigueur

Art. 37. La présente loi entre en vigueur le premier jour du cinquième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 24 août 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Pour la Ministre de l'Emploi,
chargée de la Protection de la Consommation, absente,

Le Ministre du Budget et des Entreprises publiques,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

Le Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

Documents de la Chambre des représentants. — 51-1776 - 2004-2005 : n° 1 : projet de loi. — N° 2 et 3 : amendements. — N° 4 : rapport. — N° 5 : texte adopté par la commission. — N° 6 : texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral. — 30 juin 2005.

Document du Sénat. — 3-1270 - 2004-2005. — N° 1 : projet non évoqué par le Sénat.

De verzekeringnemer en de verzekeraar beschikken over een termijn van veertien dagen om de verzekeringsovereenkomst zonder boete en zonder verplichte opgave van redenen op te zeggen. Voor levensverzekeringsovereenkomsten bedraagt de termijn evenwel dertig dagen.

De termijn waarbinnen het opzeggingsrecht kan worden uitgeoefend gaat in :

– vanaf de dag van het sluiten van de verzekeringsovereenkomst, behalve met betrekking tot de levensverzekeringsovereenkomsten, waarvoor de termijn ingaat op het tijdstip waarop de verzekeraar aan de verzekeringnemer mededeelt dat de overeenkomst is gesloten;

– vanaf de dag waarop de verzekeringnemer de contractsvooraarden en alle bijkomende informatie ontvangt, indien deze laatste dag na deze valt, bedoeld bij het eerste streepje.

De opzegging die uitgaat van de verzekeringnemer treedt in werking op het ogenblik van de kennisgeving, deze die uitgaat van de verzekeraar acht dagen na de kennisgeving ervan.

Het opzeggingsrecht is niet van toepassing op reis- en bagageverzekeringspolissen of soortgelijke kortetermijnverzekeringspolissen met een looptijd van minder dan één maand, noch op levensverzekeringsovereenkomsten gebonden aan een beleggingsfonds. »

Art. 35. In artikel 10, § 3, van dezelfde wet vervallen de woorden « eensluidend verklaard ».

Art. 36. In artikel 18, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de inwerkingtreding van de opzegging » vervangen door de woorden « binnen een termijn van dertig dagen vanaf de inwerkingtreding van de opzegging of, in geval van toepassing van artikel 4, § 2bis, vanaf de ontvangst door de verzekeraar van de kennisgeving van de opzegging ».

HOOFDSTUK V. — Inwerkingtreding

Art. 37. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de vijfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 24 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

Voor de Minister van Werk,
bevoegd voor Consumentenzaken, afwezig,

De Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Middenstand,
Mevr. S. LARUELLE

Met 'Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers. — 51-1776 - 2004-2005 : nr. 1 : wetsontwerp. — Nrs. 2 en 3 : amendementen. — Nr. 4 : verslag. — Nr. 5 : tekst aangenomen door de commissie. — Nr. 6 : tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag. — 30 juni 2005.

Stukken van de Senaat. — 3-1270 - 2004-2005. — Nr. 1 : ontwerp niet geëvoeerd door de Senaat.